



Pandora Papers

PARADIS FISCAUX

## Les 36 sociétés offshore du roi de Jordanie

Au lendemain du Printemps arabe, le roi Abdallah II de Jordanie s'est abrité derrière des sociétés offshore pour s'offrir de luxueux immeubles en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Ses conseillers financiers n'ont pas ménagé leurs efforts pour dissimuler son identité.

WILL FITZGIBBON (ICIJ)  
(ADAPTÉ DE L'ANGLAIS PAR JO.MA.)

À l'été 2020, alors que les marches de protestation se succédaient pour réclamer des mesures contre la pauvreté et anti-corruption, le Premier ministre jordanien, Omar al-Razzaz, promettait d'intensifier la lutte contre l'évasion fiscale qui, chaque année, soustrait du trésor près de 700 millions d'euros. « Protéger l'économie nationale et lutter contre la corruption est un devoir pour notre nation », insistait alors Omar al-Razzaz, ajoutant que le gouvernement ferait la chasse aux paradis fiscaux dans lesquels de riches Jordaniens dissimulent leur argent pour fuir l'impôt. Et le roi ?

### Une maison face à l'océan Pacifique

Les documents obtenus par l'ICIJ (www.icij.org) montrent que le roi Abdallah, qui a succédé à son père sur le trône il y a près de 22 ans, est secrètement propriétaire de maisons et d'immeubles en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Achetés entre 2003 et 2017 par des sociétés écrans, ces biens immobiliers valaient au total plus de 90 millions d'euros. On y trouve une maison à Ascot, une des villes les plus chères de Grande-Bretagne. Ainsi que des appartements valant plusieurs millions au cœur de Londres et trois appartements dans un complexe luxueux de Washington, avec vue panoramique sur le fleuve Potomac. Sans oublier trois maisons adjacentes, aujourd'hui en travaux, à Point Dume, près de Malibu (Californie). L'une d'elles compte six chambres et sept salles de bain, dont certaines ont une vue plongeante sur l'océan Pacifique : elle a été achetée en août 2014 pour 33,5 millions de dollars (25,4 millions d'euros) par le biais d'une des sociétés du roi, Nabisco Holdings.

Les conseillers du roi – lequel attribue d'ailleurs chaque année un prix, qui porte son nom, de la transparence et de la bonne gouvernance – n'ont pas mesuré leurs efforts pour dissimuler son patrimoine immobilier, comme le rapportent les Pandora Papers. Des comptables et des avocats, tant en Suisse que dans les îles Vierges britanniques, ont créé des sociétés écrans pour le compte du roi et redoublé d'ingéniosité afin de soustraire son identité aux yeux du public, mais aussi des registres officiels.

Sur deux documents, des administrateurs du cabinet Alemán, Cordero, Galindo & Lee, plus connu sous le nom d'Alcogal, affirment même qu'aucune des personnes liées à l'une des sociétés du roi n'est active en politique.

Répondant à l'ICIJ au nom du roi, les avocats assurent que cette détention de biens immobiliers par le biais d'offshore n'a rien de répréhensible. Selon les lois jordaniennes, le roi n'est pas tenu de payer des impôts, ont complété ses conseils.

### Aide internationale

Neuf des transactions immobilières qui ont été recensées par l'ICIJ et ses partenaires, dont *Le Soir*, ont été effectuées après 2011. Après, donc, ce Printemps arabe qui a non seulement fait chuter les gouvernements égyptien, libyen et tunisien, mais aussi bousculé la monarchie jordanienne.

Le royaume hachémite de Jordanie est un des pays les plus pauvres de la région, en manque de ressources naturelles, dépendant de l'aide internationale tant pour subvenir aux besoins de sa popula-

tion qu'à ceux des millions de réfugiés qui se pressent à ses frontières. L'an passé, l'Union européenne a accepté de l'aider à hauteur de 180 millions d'euros pour atténuer les effets de la crise engendrée par le covid. « La situation en Jordanie n'est pas comparable à celle d'autres monarchies du Moyen-Orient, comme l'Arabie saoudite : le roi ne peut se permettre d'y faire étalage de sa richesse », commente à l'ICIJ Annelise Sheline, experte du Moyen-Orient et chercheuse au Quincy Institute (Washington). « Si le roi de Jordanie affichait sa fortune de manière ostentatoire, ça ne ferait pas que heurter ses concitoyens, ça agacerait aussi les donateurs occidentaux. »

Les avocats britanniques du roi Abdallah II affirment que celui-ci, tant pour des raisons de sécurité que de respect de la vie privée – qui ne sont cependant pas précisées –, peut légitimement détenir des biens immobiliers par l'intermédiaire de sociétés offshore sans qu'il faille y voir de l'évasion fiscale ou quoi que ce soit d'inapproprié. Le roi, ajoutent les avocats, n'a jamais utilisé à mauvais escient l'argent public ou celui de l'aide internationale. Ils évoquent au contraire la « fortune personnelle » du roi Abdallah. Enfin, ils affirment que la plupart des sociétés offshore qui sont citées n'existent plus ou n'ont jamais été connectées au roi. De même que certaines des propriétés identifiées par l'ICIJ et ses partenaires comme appartenant au roi jordanien.

### Obsession de la discrétion

Plus généralement, les Pandora Papers révèlent que Abdallah II a détenu au moins 36 sociétés dans des paradis fiscaux, certaines créées à des fins immobilières, d'autres gérant des investissements – non précisés – en Europe et aux Etats-Unis, d'autres, enfin, dont la motivation n'est pas du tout connue.

Cette vie offshore du roi a été prise en charge aux îles Vierges et au Panama par le cabinet Alcogal dès 2007, ressort-il des documents que l'ICIJ et ses partenaires ont pu consulter. Bien qu'aux îles Vierges comme dans un grand nombre d'autres juridictions, la loi impose aux bureaux spécialisés d'identifier spécifiquement les clients « politiquement exposés », afin de lutter contre la corruption et autres délits de ce type, un des conseillers du roi a tout mis en œuvre pour que l'identité d'Abdallah demeure

secrète. Demandant à son interlocuteur du bureau Alcogal qu'il ne mentionne le roi que sous la sibylline expression « Vous savez qui... ». Le priant aussi de ne conserver les informations relatives à ce « client sensible » que sur des copies en bon vieux papier des formulaires, afin de minimiser les risques en cas de piratage informatique ou d'erreur humaine. On ne sait pas si Alcogal a mis ce conseil en pratique.

Interrogé par l'ICIJ, le bureau Alcogal a répondu qu'il vérifiait de manière renforcée les antécédents de toute personne ayant un lien politique et que les lois sur la diligence ont changé au fil du temps dans les différents pays où opère Alcogal.

Contacté par nos collègues de Tamedia (Suisse) et de Société Radio-Canada, le conseiller du roi cité ci-dessus s'est contenté de répondre qu'il était désormais retraité et ne travaillait plus pour Abdallah II. Enfin, les avocats du monarque ont soutenu à l'ICIJ que des professionnels gèrent ses sociétés afin que soient respectées les obligations légales et financières.



Vladimir Poutine a-t-il une enfant cachée ? © REUTERS.

## La folle ascension d'une amie proche de Poutine

Une proche du président russe détient un luxueux appartement à Monte-Carlo. L'acquisition s'est déroulée secrètement, via une offshore, un mois après qu'elle a donné naissance à une fille, de père inconnu. L'enfant cachée de Vladimir Poutine ?

PAUL SONNE ET GREG MILLER  
(« WASHINGTON POST »)  
(ADAPTÉ DE L'ANGLAIS PAR JO. MA.)

L'appartement surplombe la Méditerranée. En contrebas, des oligarques, des magnats de l'immobilier et de la finance, des membres de familles royales paressent sur des yachts de la taille d'un iceberg. Rien, dans le CV officiel de Svetlana Krivonogikh, ne permet de déduire de quelle façon cette quadragénaire russe, qui aurait grandi dans un logement social de Saint-Petersbourg et travaillé comme femme de ménage, a pu s'offrir pareil logement dans un des quartiers les plus huppés de la Principauté. Mais des documents qui n'avaient jamais encore été divulgués démontrent que M<sup>me</sup> Krivonogikh est devenue propriétaire de ce coquet pied-à-terre monégasque par le biais d'une société offshore créée quelques semaines seulement après avoir donné naissance à une fille. L'enfant est née alors que, selon les informations livrées l'an passé par des médias russes, Svetlana Krivonogikh entretenait une relation de longue durée avec Vladimir Poutine.

### Jeu de piste

L'an passé, le média russe *Proekt* avait affirmé que non seulement Svetlana avait vécu une longue relation clandestine avec le président russe, mais aussi que cette histoire de cœur lui aurait été financièrement profitable. Des affirmations que le Kremlin s'était empressé de démentir, mais auxquelles les Pandora Papers donnent plus de consistance encore.

De sérieux indices connectant M<sup>me</sup> Krivonogikh à la propriété de Monaco sont disséminés dans les 11,9 millions de documents de cette nouvelle fuite. Le 2 avril 2003 – un mois après la naissance de la fille de M<sup>me</sup> Krivonogikh –, une société écran appelée Brockville Development Ltd. a été constituée aux îles Vierges. Quelques mois plus tard, les registres immobiliers de Monaco montrent que cette société écran y a acheté un appartement pour 3,6 mil-

lions d'euros.

Même si les documents partagés par l'ICIJ ne permettent pas de savoir exactement quand M<sup>me</sup> Krivonogikh est devenue la bénéficiaire effective de la société Brockville, ils témoignent que c'était au moins le cas dès 2006. Moores Rowland, la société de services financiers qui gérait les transactions, a utilisé d'autres sociétés afin de brouiller davantage les pistes et dissimuler l'identité de Svetlana Krivonogikh. Moores Rowland semble aussi avoir transféré le contrôle de Brockville à une autre coquille basée au Panama, en 2018, mais rien n'indique dans ces fichiers ou documents publics que M<sup>me</sup> Krivonogikh en a jamais abandonné la propriété.

L'appartement de Monaco s'intègre dans l'étonnant portefeuille immobilier que Svetlana Krivonogikh s'est constitué au fil de sa relation supposée avec M. Poutine. Elle détient ainsi une participation dans une banque russe dirigée par des associés de Poutine, selon des documents publics et l'enquête de *Proekt*. Ainsi qu'une participation majoritaire dans la station de ski où l'une des deux filles légitimes de Vladimir Poutine s'est mariée en 2013. Elle possède aussi un yacht, un compte bancaire suisse qui est renseigné dans les Pandora Papers et des appartements dans les quartiers les plus convoités de Saint-Petersbourg.

Le média russe *Proekt* a estimé l'année dernière que les actifs de M<sup>me</sup> Krivonogikh en Russie valaient à eux seuls 7,7 milliards de roubles, soit environ 83 millions d'euros. Les Pandora Papers démontrent pour la première fois que ses avoirs ne se cantonnent pas à la Russie.

### Fille cachée ?

M<sup>me</sup> Krivonogikh n'a jamais publiquement évoqué cette prétendue relation avec l'homme fort de la Russie, pas plus que son soudain enrichissement. Mais sa fille, Luiza Rozova (18 ans), a alimenté les spéculations sur sa filiation lors d'interviews. Aucun père n'est mentionné pour la jeune fille dans les documents officiels russes obtenus par *Proekt* et examinés par *The Post*. Mais ces documents font état d'un deuxième prénom, « Vladimirovna », qui signifie « fille de Vladimir ».

Svetlana Krivonogikh n'a pas donné suite aux demandes de commentaires qui lui ont été envoyées à de nombreuses reprises et de différentes façons. Le Kremlin n'a pas non plus répondu aux sollicitations de l'ICIJ au nom du *Washington Post* et de ses partenaires.

Un piéton marchant devant un bâtiment, propriété du roi de Jordanie, à Georgetown, Washington D.C. © SALWAN GEORGES/THE WASHINGTON POST.

